

Frappes en Syrie: la diplomatie russe s'interroge sur les véritables intentions de Donald Trump

Daniel Vernet — 10.04.2017 - 16 h 10, mis à jour le 10.04.2017 à 16 h 51

L'Amérique est de retour et Donald Trump se présente comme un interlocuteur indispensable qui n'est pas décidé à laisser la Russie de Poutine occuper le vide que, selon lui, son prédécesseur avait laissé s'installer.



Donald Trump lors d'une conférence de presse à propos de la Syrie, le 6 avril 2017 à Mar-a-Lago en Floride | JIM WATSON / AFP

Ce n'est pas le retour de la Guerre froide. Encore moins les prémices d'une Troisième Guerre mondiale. Certes la Russie a réagi vivement au raid américain sur Shayrat dans la nuit du 6 au 7 avril, la base militaire de son allié syrien, mais les déclarations des dirigeants de Moscou ne vont pas au-delà de ce qui était attendu dans de telles circonstances. Et de chaque côté, on prend grand soin d'éviter le geste de trop qui pourrait mettre le feu aux poudres.

Un «*gros coup porté aux relations russo-américaines*», une «*violation du droit international*», une «*agression contre un Etat souverain*», a déclaré Dmitri Peskov, porte-parole du Kremlin. Le ministre des affaires étrangères Sergueï Lavrov a dénoncé «*un faux prétexte*», allusion au bombardement au gaz sarin par l'aviation syrienne du village de Khan Cheikhoun, destiné, selon lui, à «*détourner l'attention des victimes civiles en Irak*» (dans la bataille de Mossoul).

Un geste symbolique du Kremlin

Moscou a pris la décision de «suspendre» l'accord d'information mutuelle passé avec les Etats-Unis à l'automne 2015 quand la Russie est intervenue massivement dans le conflit syrien. Le ciel est encombré par les appareils de la coalition internationale qui bombardent Daech en Irak et en Syrie auxquels se sont ajoutés les chasseurs russes. L'accord avait pour but d'empêcher tout incident. «Suspendre» n'est pas «annuler» et il y a fort à parier que les échanges d'informations se poursuivront de manière informelle. Le Kremlin fait un geste symbolique. C'est le minimum destiné à rassurer ses alliés sur sa détermination. Les responsables militaires américains avaient d'ailleurs averti leurs collègues de l'imminence des frappes de missiles de croisière sur la base de Shayrat, afin que ni le personnel, ni les appareils russes ne risquent d'être touchés. De son côté, la Russie n'a pas activé ses défenses anti-missiles qui lui donne en théorie la maîtrise de l'espace aérien syrien.

«*La réputation de Vladimir Poutine est en jeu*», a confié Taleb Ibrahim, un politologue pro-Assad basé à Damas, cité par Le Monde. Le président russe ne doit pas montrer des signes de faiblesse au moment où son homologue américain montre ses muscles. L'utilisation de gaz sarin par le régime syrien l'a déjà placé dans une position délicate. En 2013 en effet, Vladimir Poutine avait tiré Barack Obama d'un mauvais pas en s'engageant à faire détruire le stock d'armes chimiques de la Syrie contre le renoncement à des frappes occidentales contre Bachar el-Assad après une attaque chimique qui avait fait plus d'un millier de morts dans la banlieue de Damas. Force est de constater que tout le stock n'a pas été détruit. Soit Vladimir Poutine a fermé les yeux sur les agissements de son allié syrien, soit il s'est laissé grugé par celui-ci. Dans les deux cas, il n'en sort pas grandi.



À LIRE AUSSI

Le raid américain en Syrie, un coup de semonce diplomatique

La survie de Bachar el-Assad dépend du soutien russe mais le dictateur syrien retourne sa faiblesse contre son tuteur en le plaçant devant des faits accomplis. La diplomatie russe, avec l'aide de la Turquie et dans une moindre mesure de l'Iran, essaie péniblement de relancer une négociation en vue d'une solution politique du conflit. Assad qui, lui, prétend se battre «jusqu'à la victoire», perturbe les plans russes et oblige le Kremlin à se ranger à ses côtés, à un moment où il craint l'enlisement dans une guerre coûteuse pour son économie.

La perplexité russe face à Donald Trump

Le raid américain sur la base de Shayrat redonne un espace politique à Vladimir Poutine. Le président russe pourra juger de sa marge de manœuvre lors de la visite à Moscou, cette semaine, du secrétaire d'État américain Rex Tillerson. Comme tout le monde, la diplomatie russe s'interroge sur les véritables intentions de Donald Trump. L'espèce d'euphorie qui avait saisi nombre de responsables russes au lendemain de l'élection du magnat de l'immobilier a depuis longtemps laissé la place à la perplexité. Les déclarations contradictoires du candidat puis du président n'ont pas aidé à y voir plus clair. Compte-tenu des liens d'une partie de son entourage avec Moscou, Donald Trump bénéficiait en Russie d'un préjugé d'autant plus favorable que son adversaire démocrate était devenue la bête noire du Kremlin. Or le président qui apparaissait comme le plus «isolationniste» depuis des décennies, est celui-là même qui a ordonné la première action militaire américaine dans le conflit syrien, du jour au lendemain, sans attendre une enquête internationale et a fortiori une autorisation des Nations unies.

A-t-il agi sur un coup de tête? Ou poursuit-il une stratégie mûrement réfléchie? Les diplomates russes détestent l'imprévisibilité que Donald Trump, justement, revendique comme une de ses principales qualités. Ils remarquent cependant que les généraux dominent dans la nouvelle administration, que son conseiller spécial Stephen Bannon, chantre du repli sur l'Amérique, a vu son étoile pâlir, dans le même temps où le chef du Conseil national de sécurité, Herbert Raymond McMaster, s'est distingué par ses critiques envers la Russie et a embauché à ses côtés Fiona Hill, une chercheuse anglo-américaine peu indulgente envers Poutine.

Une invitation au dialogue lancée à Moscou?

En quelques jours, Donald Trump a mis en scène une amélioration de ses relations avec la Chine de Xi Jinping, adressé un coup de semonce à Bachar el-Assad, dont il semblait s'accommoder auparavant, envoyé un signal de fermeté à la Corée du nord en expédiant un porte-avions nucléaire dans ses parages. L'Amérique est de retour et Donald Trump se présente comme un interlocuteur indispensable qui n'est pas décidé à laisser la Russie de Poutine occuper le vide que, selon lui, son prédécesseur avait laissé s'installer.

La diplomatie russe va chercher à explorer une voie: aussi paradoxal que celui puisse paraître, le raid américain sur la base de Shayrat, au-delà de son aspect «punitif», n'est-il pas une invitation au dialogue lancée à Moscou? Voire à la concertation et pourquoi pas à une forme d'entente entre les États-Unis et la Russie? Pour Vladimir Poutine, ce serait déjà un succès que de parler d'égal à égal avec le président américain. Et de l'entraîner dans un vaste marchandage où se retrouveraient pêle-mêle la Corée du nord, l'Ukraine, la Crimée, le Moyen-Orient, la lutte contre Daech, les relations avec l'Iran, allié aux côtés de Bachar el-Assad mais rival dans le monde musulman... et les sanctions dont Moscou espère la levée.

Loin d'être le prélude à une nouvelle détérioration de la situation internationale, la décision surprise de Donald Trump d'intervenir en Syrie serait alors le premier pas d'un retour à la diplomatie. Cette interprétation repose sur l'existence d'une vision stratégique chez le président américain. Un présupposé audacieux.



Entrez votre adresse email OK



Daniel Vernet (399 articles)
Journaliste